

Amplifier la mobilisation

Nous l'écrivions à la fin de notre éditorial du mois dernier : « Pour notre syndicat, le contenu des négociations dépendra principalement du mouvement ».

Force est de constater que nous avons pleinement raison.

Un 17 décembre pour pas grand-chose

En dépit de la force du mouvement du 20 novembre, Eric WOERTH -au fond, contraint à ce rendez-vous- est venu avec un panier quasi vide pour répondre aux revendications des personnels.

La quintessence de cette surdité étant illustrée par le fait que le Ministre m'a formulé aucune proposition chiffrée et datée.

On ne pouvait dès lors que regretter encore davantage l'attentisme de la plupart de nos partenaires syndicaux qui n'avaient pas jugé opportun de mettre dans le paysage une nouvelle journée d'action dans le début décembre.

Nouvelle année, même combat

Dès le 18 décembre, 6 organisations appelaient à une nouvelle journée de grève et de manifestations pour le 24 janvier.

Pour la CGT, principale initiatrice de cette mobilisation, il n'est pas question en effet d'en rabattre sur les exigences que nous portons en matière de salaire, d'emploi, de statut et de missions.

Pour obtenir des avancées significatives, il est donc essentiel de faire du 24 janvier un nouveau temps fort de la construction du rapport de forces.

D'ores et déjà d'ailleurs, se pose la question des suites du 24 si des réponses satisfaisantes n'étaient pas apportées.

Au vu des vœux du Président aux fonctionnaires du 11 janvier -qui semble vouloir persister dans son autisme libéral-, on se dit qu'aucune perspective n'est à écarter.

Pour sa part, c'est dans cette démarche résolument offensive que situe sans ambiguïté la CGT.

cOup dE GueUle !!!

Un gouvernement en/de classe

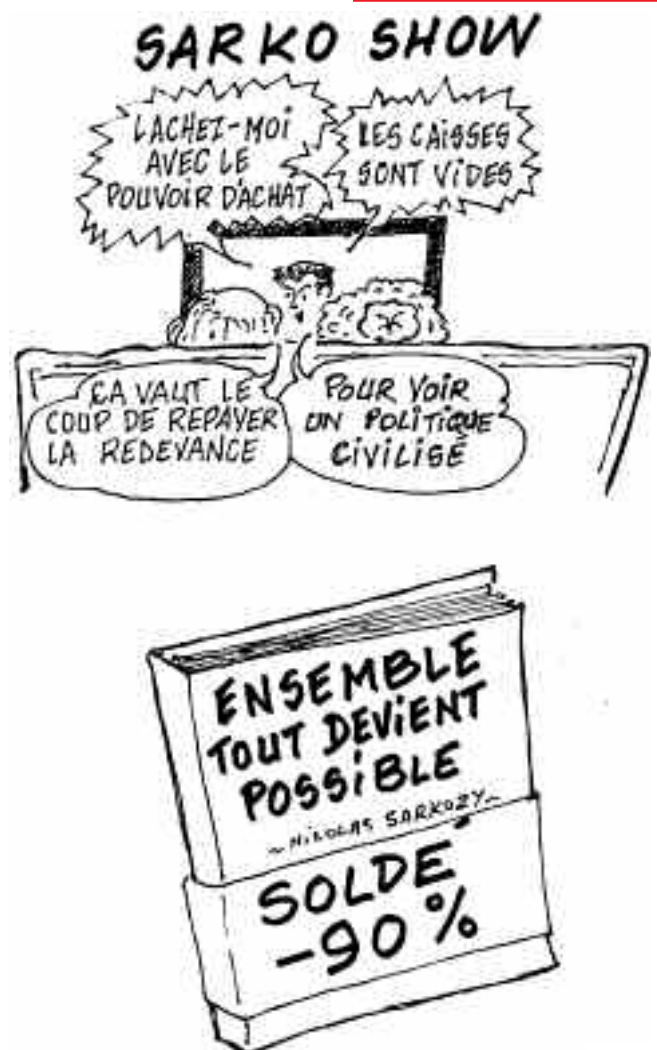
Les ministres seront donc désormais notés à partir de critères élaborés par un cabinet privé sur la base des lettres de missions dont ils ont été destinataires. Mais à quoi rime une telle mise en scène ? A inciter les ministres à ne tenir aucun compte des exigences exprimées par les français et à garder le regard bien fixé, entre des œillères, sur les objectifs présidentiels, au risque de se voir relégués au fond de la classe, près de la sortie ? Et que devient dans tout ça le dialogue social, la démocratie sociale, le rôle du parlement ?

En fait il s'agit là d'une démarche « présidentialo-technocratique », flirtant avec une politique des pleins pouvoirs et cherchant à prendre appui sur des ressorts poujadistes, qui est extrêmement inquiétante. Sur la forme mais aussi sur le fond.

Le ministre de l'immigration noté sur le nombre d'expulsion, celui de l'éducation sur les heures sup effectuées par les enseignants etc. Pas d'info sur les critères concernant le ministre en charge de la fonction publique, mais ne doutons pas que, plus ou moins habillés derrière des résultats budgétaires et de mise en œuvre de la RGPP, ceux-ci conduiront à valoriser le niveau des suppressions d'emplois, des suppressions de services, de compression du pouvoir d'achat...

Et si on la donnait, nous, notre note ? Et sans attendre la fin du trimestre, dès ce 24 janvier.

Le trait de l'actu.



par PJ